



RÉGION NORMANDIE

Commission Permanente Réunion du 17 septembre 2018

14h00, à Caen

Sous la présidence de Monsieur MORIN

DELIBERATION

Objectif stratégique	Pour un développement équilibré et durable des territoires normands
Mission	Offrir un cadre de vie et un environnement de qualité
Programme	P201 - Planifier la gestion des déchets et prévenir les risques technologiques
Titre	AVIS SUR LE PROJET DE PRPGD DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Présents :

Laurent BEAUVAIS, Anne-Marie COUSIN, Hubert DEJEAN DE LA BATIE, Bertrand DENIAUD, Clotilde EUDIER, Jean-Baptiste GASTINNE, Sophie GAUGAIN, Françoise GUEGOT, Franck GUEGUENIAT, Marie-Françoise GUGUIN, Chantal HENRY, Timothée HOUSSIN, Marie-Françoise KURDZIEL, Guy LEFRAND, David MARGUERITTE, Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Hervé MORIN, Jean-Jacques NOEL, Guillaume PENNELLE, Alexandra PIEL, Gaëlle PIOLINE, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Claude TALEB, Rodolphe THOMAS.

Excusés et pouvoirs :

Céline BRULIN, Hélène BURGAT, Joachim MOYSE, Emmanuelle DORMOY (pouvoir à Bertrand DENIAUD), Claude LAUNOY (pouvoir à Nicolas MAYER-ROSSIGNOL), Francine LAVANRY (pouvoir à Alexandra PIEL), Hervé MAUREY (pouvoir à Hervé MORIN), Florence MAZIER (pouvoir à Sophie GAUGAIN), François-Xavier PRIOLLAUD (pouvoir à Anne-Marie COUSIN), Claire ROUSSEAU (pouvoir à Rodolphe THOMAS).

Vu les articles L 4211-1, L 4221-1 et L 4221-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 541-10 II 9°, L 541-15-2, D 541-20 et R 541-22 du Code de l'Environnement ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret n°2016-911 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

Vu la délibération n°AP D 16-06-30 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional en date du 23 juin 2016 actant la prise de compétence en matière de déchets et lançant la démarche d'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ;

Vu la délibération n°AP D 17-11-14 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional en date du 20 novembre 2017 portant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

Vu la délibération n°AP D 18-02-7 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional en date du 19 février 2018 arrêtant le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et son rapport environnemental ;

Considérant

- L'avis de la Commission consultative d'élaboration et de suivi du PRPGD de Centre-Val de Loire qui a émis un avis favorable sur les projets de PRPGD et de rapport environnemental Centre Val de Loire,
- L'obligation faite aux Régions de se soumettre mutuellement pour avis leurs projets de PRPGD et de rapport environnemental respectifs lorsqu'elles sont limitrophes ;
- Le souhait de la Région Centre Val-de-Loire d'échanger régulièrement sur les flux interrégionaux de déchets en cohérence avec le principe de proximité des installations de traitement visé par le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD ;
- La prescription inscrite dans le projet de PRPGD d'obliger les installations de valorisation énergétique situées en Centre-Val de Loire d'utiliser uniquement des CSR produits en région ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité des voix,

- de saluer la qualité du travail présenté par le Conseil Régional Centre-Val de Loire concernant l'élaboration de son Plan Régional de Prévention et Gestion des déchets, tant par son aspect didactique qu'exhaustif, permettant d'aboutir à un document stratégique répondant aux objectifs de la loi de Transition énergétique pour la Croissance Verte ;
- de partager les constats, les ambitions et les préconisations du Conseil Régional Centre-Val de Loire en matière de prévention et de gestion des déchets tout en souhaitant des échanges réguliers entre les deux Régions dans le cadre du suivi de leurs plans respectifs ;
- de recommander un assouplissement de l'interdiction faite aux entreprises d'importer des CSR produits en dehors de la Région Centre-Val de Loire et d'autoriser à minima l'utilisation de CSR produits dans des départements limitrophes pour tenir compte du principe de proximité ;

- d'émettre un avis favorable au projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Centre-Val de Loire et de son rapport environnemental associé joint en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents utiles à la mise en œuvre de ces décisions.

Acte rendu exécutoire le 25 septembre 2018
après réception Préfecture le 24 septembre 2018
Référence technique : 342/818
et affichage ou notification le 25 septembre 2018

Hervé MORIN

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa modification, cette délibération est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Caen.